

## Précarité galopante dans l'Éducation nationale... La CGT pour une loi de titularisation élargie à tous les personnels non-titulaires !

Au cours des cinq dernières années, le nombre de personnels non-titulaires dans l'Éducation nationale a augmenté de 107 243 quand le nombre de titulaires est resté stable.

Si le ministère avance que cette « forte croissance des non-titulaires s'explique principalement par les recrutements d'AED et AESH », cette hausse s'explique aussi par l'absence de recrutement de titulaires ou les affectations à l'année des TZR obligeant l'administration à recourir aux personnels contractuels pour combler les manques.

Côté enseignant-es, on dénombre 8 320 recrutements supplémentaires de contractuel-les sur la période, soit +2 000 dans le premier degré et +6 320 dans le second degré.

Désormais, **dans l'Éducation nationale, c'est environ 30% des personnels qui sont contractuel-les** : enseignant-es, ATSS, CPE, PsyEN, AESH, AEd...

### Pourquoi embaucher des contractuel-les ?

Alors que le principe posé par le Statut Général stipulant qu'un emploi permanent doit être pourvu par un-e fonctionnaire, est déjà contourné par dérogation, **la loi de transformation de la Fonction publique d'août 2019 amplifie le recours au contrat.**

Les arguments des promoteur-es de cette loi (purement idéologique) sont d'une logique libérale implacable : « *liberté des managers* », « *fluidité* », « *souplesse* » ... Il s'agit de donner de nouvelles marges de manœuvre aux « *managers locaux* » en étendant la possibilité de recourir au contrat. Cette méthode réfléchie et assumée a pour objectif majeur de faire apparaître le statut comme un simple support possible de l'emploi public à côté de celui de contractuel-le et pire, de rendre minoritaire le nombre de fonctionnaires. Elle contribue également à la **dégradation continue de l'emploi statutaire**, à la **dévalorisation des métiers** et à la **fragilisation des droits**. Elle isole des **collègues mal formé-es et sous-payé-es**, les contraint bien souvent à accepter des conditions de travail dégradées, et les situe à portée de main de toutes les pressions hiérarchiques possibles, notamment en déléguant le renouvellement des contrats à une GRH de proximité. Cet édifice conduit irrémédiablement à **l'arbitraire le plus total**.

Face à cette réalité, ne cédon pas à la résignation et l'isolement. Plusieurs catégories de personnels se mobilisent très massivement depuis quelques mois : les AEd, fortement impacté-es par la mise en place des protocoles sanitaires et les AESH qui subissent les PIAL (synonyme de déshumanisation de l'accompagnement) et absence de revalorisation salariale ou statutaire.

Cela confirme la nécessité de poursuivre l'action et la mobilisation sous diverses formes pour porter les revendications des personnels. La CGT Éduc'action, syndicat intercatégoriel, a toute sa place et son utilité dans la lutte menant à la résorption de la précarité dans l'Éducation nationale, véritable poison infectant tous les personnels (titulaires et non-titulaires). **Ensemble, poursuivons le combat pour renforcer les droits des précaires (salaires, conditions de travail ...) et surtout pour exiger une loi de titularisation, élargie à l'ensemble des personnels précaires, sans condition de concours et de nationalité.**